

à l'honorable premier ministre. L'honorable premier ministre a-t-il l'intention d'étendre l'étude de la Commission royale d'enquête sur le biculturalisme aux forces de l'Armée canadienne, tant au Canada qu'outre-mer?

(Traduction)

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, les attributions de la commission sur le biculturalisme que l'on se propose d'instituer seront connues très prochainement. Je suis convaincu que ce mandat répondra pleinement à l'attente de mon honorable ami et qu'il englobera tous les aspects de cette très importante question.

(Texte)

M. Valade: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Est-ce que l'honorable premier ministre pourrait nous dire s'il a l'intention de recommander que les commandements soient donnés en français et en anglais dans les forces armées?

(Traduction)

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur cette question n'a pas trait aux attributions de la commission royale sur le biculturalisme, mais elle vise le programme de cet organisme.

(Texte)

M. L.-J. Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm): Monsieur l'Orateur, au moyen d'une question supplémentaire, je demanderais au premier ministre si, lors de la formation de cette commission royale d'enquête sur le biculturalisme, la moitié des membres nommés seront de la province de Québec, ainsi que l'a demandé cette province?

(Traduction)

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, la curiosité de mon honorable ami à ce propos sera satisfaite, et je dis bien, satisfaite, très bientôt.

(Plus tard)

M. Gérard Girouard (Labelle): Monsieur le président, je voudrais demander au premier ministre si, relativement à la commission d'enquête sur le biculturalisme, il entend nommer à cette commission un nombre égal de représentants, par province, ou les répartir également entre les deux races qui forment la population canadienne?

M. l'Orateur: Cette question a déjà été posée à la Chambre aujourd'hui; on ne peut poser la même question une deuxième fois.

(Traduction)

L'ASSURANCE-SANTÉ

MESURE LÉGISLATIVE ÉVENTUELLE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social? L'honorable ministre peut-il nous dire si l'on adoptera une loi au cours de la session actuelle ou s'il y aura des consultations avec les provinces en vue d'adopter une loi concernant l'assurance-santé pour toute la population canadienne?

L'hon. Judy LaMarsh (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je suis heureuse d'informer mon honorable ami que le gouvernement ne cesse d'étudier de telles questions.

LA DÉFENSE NATIONALE

ARMES À FOURNIR AUX ARMÉES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martineau (Pontiac-Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Défense nationale. Pour la gouverne de la Chambre, je lui demande de bien vouloir nous dire ce qu'il faut entendre par les «armes modernes» qui doivent être mises à la disposition des forces armées du Canada.

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, il faudrait répondre longuement à cette question et de façon extrêmement détaillée; aussi, comme une résolution sera présentée sous peu, en vue de l'établissement d'un comité spécialement choisi pour étudier les problèmes de la défense, je crois qu'il serait préférable de traiter la question sous tous ses aspects à ce moment-là.

(Texte)

M. Gérard Chapdelaine (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable premier ministre.

Peut-il nous dire s'il est au courant qu'il en coûtera un milliard de dollars au peuple canadien pour doter les Bomarc d'ogives nucléaires?

(Traduction)

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'en sais rien, puisque rien de tel ne s'est produit.